

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 85 — 1071

5 JUIN 1985. — Arrêté royal portant exécution de l'article 4 de l'arrêté royal n° 286 du 31 mars 1984 portant des mesures en vue d'améliorer la perception des cotisations de sécurité sociale et de solidarité dues par des personnes morales de droit public

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présent et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 286 du 31 mars 1984 portant des mesures en vue d'améliorer la perception des cotisations de sécurité sociale et de solidarité dues par des personnes morales de droit public, notamment l'article 4;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité pour l'Office national de Sécurité sociale de prendre toutes mesures administratives afin de pouvoir pratiquer, à partir du 1er juillet 1985, une saisie sur les montants octroyés par le Trésor aux personnes morales de droit public et ce à défaut ou non-observance d'un plan d'apurement accordé par l'O.N.S.S.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'arrêté royal n° 286 du 31 mars 1984 portant des mesures en vue d'améliorer la perception des cotisations de sécurité sociale et de solidarité dues par des personnes morales de droit public entre en vigueur le 1er juillet 1985.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 juin 1985.

BAUDOUIIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 85 — 1072

6 FEVRIER 1985. — Arrêté royal désignant les communes de la Région bruxelloise devant faire l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire et portant institution d'une Commission consultative régionale bruxelloise d'aménagement du territoire

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment les articles 6 et 7;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 1er et l'article 2, 1°;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1970 délimitant les matières de la politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 2;

Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise chargé du contrôle budgétaire, donné le 9 janvier 1985;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 85 — 1071

5 JUNI 1985. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 286 van 31 maart 1984 houdende maatregelen om een betere inning te verzekeren van de sociale zekerheidsbijdragen en de solidariteitsbijdragen verschuldigd door publiekrechtelijke rechtspersonen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 286 van 31 maart 1984 houdende maatregelen om een betere inning te verzekeren van de sociale zekerheidsbijdragen en de solidariteitsbijdragen verschuldigd door publiekrechtelijke rechtspersonen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak om de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de nodige administratieve schikkingen te laten treffen ten einde vanaf 1 juli 1985 te kunnen overgaan tot beslaglegging op de bedragen die vanwege de Schatkist worden verleend aan publiekrechtelijke rechtspersonen en dit bij ontstentenis of niet-naleving van een afbetalingsplan toegestaan door de R.S.Z.

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het koninklijk besluit nr. 286 van 31 maart 1984 houdende maatregelen om een betere inning te verzekeren van de sociale zekerheidsbijdragen en de solidariteitsbijdragen verschuldigd door publiekrechtelijke rechtspersonen treedt in werking op 1 juli 1985.

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 juni 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 85 — 1072

6 FEBRUARI 1985. — Koninklijk besluit tot aanduiding van de gemeenten van het Brussels Gewest waarvoor een streekplan van ruimtelijke ordening dient te worden opgemaakt en houdende instelling van een Brussels Regionale Commissie van advies voor de ruimtelijke ordening

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw, inzonderheid op de artikelen 6 en 7;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 1 en artikel 2, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van ruimtelijke ordening en stedenbouw waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Brussels Gewest, belast met de budgettaire controle, gegeven op 9 januari 1985;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise et de l'avis des membres de l'Exécutif de la Région bruxelloise qui en ont délibéré,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les communes d'Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre constituent, pour l'application de l'article 6 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, une région devant faire l'objet d'un plan d'aménagement.

Art. 2. Il est institué une Commission consultative régionale bruxelloise d'aménagement du territoire dont la compétence s'applique au territoire déterminé à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 3. La Commission a son siège à Bruxelles.

Art. 4. Outre son président, nommé par Nous, la Commission est composée de trente membres.

Les fonctions des membres de la Commission prennent fin, en ce qui concerne les délégués du Gouvernement, par la révocation de la délégation et, en ce qui concerne les autres membres, par la perte de la qualité en raison de laquelle ils ont été nommés.

Art. 5. Deux vice-présidents de rôle linguistique différent, sont nommés par Nous, parmi les membres qui forment respectivement la première et la seconde moitié de la Commission, selon la distinction établie à l'article 7 de la loi du 29 mars 1962.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président ou, lorsque celui-ci est absent ou empêché, par le second vice-président.

Art. 6. Le mandat des membres de la Commission a une durée de quatre ans; il est renouvelable.

Le membre de la Commission qui est absent à plus de cinq séances consécutives, sauf pour cas de force majeure, peut être démis par Nous de ses fonctions. Il est pourvu à son remplacement dans les deux mois qui suivent la décision.

En cas de vacance d'un mandat à la suite de décès, de démission ou pour toute autre cause, il est nommé un remplaçant selon les conditions prévues pour la nomination au mandat vacant. Le remplaçant achève le mandat du membre auquel il succède.

Art. 7. Le bureau est composé du président et des deux vice-présidents. Il dirige les travaux de la Commission et veille à l'exécution des décisions de cette dernière.

Art. 8. Le secrétariat de la Commission est assuré par les services de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire. Il comprend un secrétaire et un secrétaire adjoint désignés par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant dans ses attributions l'aménagement du territoire et l'urbanisme.

Le secrétariat a pour mission de préparer, sous la direction du président, les réunions et les travaux de la Commission, de ses sections et de ses groupes de travail.

Art. 9. La Commission se réunit sur convocation du président, qui fixe l'ordre du jour. Elle se réunit au moins six fois par an.

Le président est tenu de réunir la Commission dans les quinze jours si la demande en est faite, soit par le Ministre ou Secrétaire d'Etat qui a dans ses attributions l'urbanisme et l'aménagement du territoire ou par son délégué, soit par neuf membres.

A la demande de cinq membres au moins, tout objet relevant de la compétence de la Commission doit être inscrit à l'ordre du jour.

Art. 10. La Commission ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Si cette condition n'est pas remplie, la Commission est reconvoquée à huitaine avec le même ordre du jour et elle délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 11. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le procès-verbal fait mention des avis de la minorité.

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest en op het advies van de leden van de Executieve van het Brussels Gewest die erover hebben beraadslaagd,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De gemeenten Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaerbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Gillis, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst en Watermaal-Bosvoorde vormen, voor de toepassing van artikel 6 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, een streek waarvoor een plan van aanleg moet worden opgemaakt.

Art. 2. Er wordt een Brussels Regionale Commissie van advies voor de ruimtelijke ordening opgericht waarvan het gebied afgebakend is in artikel 1 van dit besluit.

Art. 3. De Commissie heeft haar zetel te Brussel.

Art. 4. Behalve haar voorzitter, die door Ons benoemd wordt, is de Commissie uit dertig leden samengesteld.

Het ambt van de leden van de Commissie eindigt, wat de afgevaardigden van de Regering betreft, door de intrekking van de opdracht en, wat de andere leden betreft, door het verlies van de hoedanigheid op grond waarvan zij werden benoemd.

Art. 5. Twee ondervoorzitters van de onderscheidenlijke taalrollen worden door Ons benoemd, onder de leden die onderscheidenlijk de eerste en de tweede helft van de Commissie vormen, overeenkomstig het onderscheid waarvan sprake in artikel 7 van de wet van 29 maart 1962.

In geval van afwezigheid of van verhindering wordt de voorzitter vervangen door de eerste ondervoorzitter of, indien deze laatste afwezig of verhinderd is, door de tweede ondervoorzitter.

Art. 6. Het mandaat van de Commissieleden duurt vier jaar; het kan vernieuwd worden.

Het lid van de Commissie dat op meer dan vijf op elkaar volgende vergaderingen afwezig is, kan, behalve in geval van heikracht, door Ons uit zijn functie worden ontzet. In zijn vervanging wordt voorzien binnen de twee maand die op de beslissing volgen.

Indien een mandaat vakant is ingevolge een overlijden, een ontslag of iedere andere oorzaak, wordt een plaatsvervanger benoemd overeenkomstig de voorwaarden die voorzien zijn voor de benoeming bij een vakant mandaat. De plaatsvervanger voltooit het mandaat van het lid dat hij opvolgt.

Art. 7. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter en de twee ondervoorzitters. Het leidt de werkzaamheden van de Commissie en let op de uitvoering van haar beslissingen.

Art. 8. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de diensten van het Bestuur van de Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw. Het omvat een secretaris en een adjunct-secretaris, aangeduid door de Minister of de Staatssecretaris die de ruimtelijke ordening en de stedenbouw in zijn bevoegdheden heeft.

Het secretariaat heeft de opdracht de vergaderingen en werkzaamheden van de Commissie, van haar afdelingen en werkgroepen, onder de leiding van de voorzitter, voor te bereiden.

Art. 9. De Commissie vergadert na samenroeping door de voorzitter, die de agenda bepaalt. Zij komt minstens zes keer per jaar samen.

De voorzitter moet de Commissie samenroepen binnen de vijftien dagen indien daarom verzocht wordt, hetzij door de Minister of Staatssecretaris die de ruimtelijke ordening en de stedenbouw in zijn bevoegdheden heeft of door zijn afgevaardigde, hetzij door negen leden.

Indien ten minste vijf leden erom vragen, moet elke aangelegenheid waarvoor de Commissie bevoegd is, ingeschreven worden op de agenda.

Art. 10. De Commissie kan slechts rechtsgeldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de helft van haar leden aanwezig is.

Indien deze voorwaarde niet vervuld is, wordt de Commissie opnieuw samengeroepen binnen de acht dagen om dezelfde agenda te bespreken en zij beraadslaagt dan rechtsgeldig welk het aantal aanwezige leden ook is.

Art. 11. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De notulen maken melding van de zienswijzen van de minderheid.

Art. 12. La Commission peut constituer en son sein des groupes de travail chargés de procéder à l'étude préparatoire de certaines questions particulières.

La Commission peut recueillir toute information nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Art. 13. Sans préjudice de sa mission légale, la Commission donne également des avis au Ministre ou Secrétaire d'Etat chargé de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, sur toutes questions qu'il lui soumet relativement à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme dans la Région bruxelloise. Ces avis doivent être donnés dans le délai fixé par le Ministre.

Art. 14. La Commission dépose annuellement un rapport d'activités auprès du Ministre ou du Secrétaire d'Etat qui a l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions.

Art. 15. La Commission peut faire appel au concours de personnes particulièrement qualifiées, de même qu'à des fonctionnaires des ministères, sous réserve de l'accord du Ministre dont ceux-ci relèvent. Ces personnes et fonctionnaires ont voix consultative.

Art. 16. Le président et les membres de la Commission bénéficient des indemnités et jetons de présence fixés par l'arrêté royal du 18 septembre 1975 portant fixation du montant des indemnités et des jetons de présence, octroyés aux présidents et aux membres des commissions instituées en exécution des articles 7 et 19 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970.

Art. 17. L'arrêté royal du 21 septembre 1976, désignant les dix-neuf communes de l'agglomération bruxelloise comme devant faire l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire et portant institution d'une commission consultative régionale bruxelloise d'aménagement du territoire, modifié par l'arrêté royal du 31 octobre 1979, est abrogé.

Art. 18. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui a l'urbanisme et l'aménagement du territoire dans ses attributions, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 février 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

P. HATRY

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

C. GOOR-EYBEN

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêtés royaux du 30 mai 1985 :

Sont promus Commandeur de l'Ordre de Léopold :

MM :

D'Hoore, Guido, avocat général près la Cour de cassation (15.11.1984);

Stampe, Fernand, premier avocat général près la Cour du travail de Mons (15.11.1984);

Ils porteront la décoration civile.

Art. 12. De Commissie kan in haar midden werkgroepen samenstellen, die belast worden met de voorbereidende studie van bepaalde bijzondere vraagstukken.

De Commissie mag alle inlichtingen verzamelen die onontbeerlijk zijn om haar opdracht te vervullen.

Art. 13. Onverminderd haar wettelijke opdracht verstrekt de Commissie eveneens adviezen aan de Minister of Staatssecretaris die belast is met de stedebouw en de ruimtelijke ordening, over alle vraagstukken die hij haar in verband met de ruimtelijke ordening en de stedebouw in het Brusselse Gewest voorlegt. Deze adviezen moeten worden uitgebracht binnen de termijn die door de Minister wordt vastgesteld.

Art. 14. De Commissie legt jaarlijks een activiteitenverslag voor aan de Minister of Staatssecretaris die de ruimtelijke ordening en de stedebouw in zijn bevoegdheid heeft.

Art. 15. De Commissie kan beroep doen op de medewerking van personen die bijzonder bevoegd zijn, evenals op ambtenaren van ministeries, op voorwaarde dat de Minister onder wiens verantwoordelijkheid zij vallen, toestemming verleent. Deze personen en ambtenaren hebben adviserende stem.

Art. 16. De voorzitter en de leden van de Commissie genieten van de vergoedingen en het presentiegeld bepaald bij het koninklijk besluit van 18 september 1975 houdende vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en van het presentiegeld, toegekend aan de voorzitters en leden van de commissies ingesteld ter uitvoering van de artikelen 7 en 19 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw, gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en van 22 december 1970.

Art. 17. Het koninklijk besluit van 21 september 1976 tot aanduiding van de negentien gemeenten van de Brusselse streek waarvoor een streekplan van aanleg dient te worden opgemaakt en houdende instelling van een Brusselse Streekcommissie van advies voor ruimtelijke ordening, gewijzigd bij koninklijk besluit van 31 oktober 1979, wordt opgeheven.

Art. 18. Onze Minister van het Brusselse Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, die de stedebouw en de ruimtelijke ordening in zijn bevoegdheden heeft, zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 februari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brusselse Gewest,

P. HATRY

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,

C. GOOR-EYBEN

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 30 mei 1985 :

Zijn bevorderd tot Commandeur in de Leopoldsorde :

de heren :

D'Hoore, Guido, advocaat-generaal bij het Hof van cassatie (15.11.1984);

Stampe, Fernand, eerste advocaat-generaal bij het Arbeidshof te Bergen (15.11.1984);

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.